

**PROCES-VERBAL
SEANCE PUBLIQUE ORDINAIRE
CONSEIL MUNICIPAL
MERCREDI 8 JUILLET 2020**

Le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique ordinaire, dans la salle polyvalente du gymnase du Bourg, le mercredi 8 juillet 2020 à 18H30 sous la présence d'Eric PEYRON, Maire.

Le contexte actuel sanitaire a justifié un changement du lieu habituel de réunion. La salle a été disposée de façon à respecter les gestes barrières dont la distanciation sociale pour toutes les personnes présentes. Il a également été demandé à chaque élu le port du masque individuel ainsi que le lavage des mains à l'entrée et au moment des divers votes à bulletin. Une solution hydroalcoolique a été à disposition.

Le nombre de conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 29 sur lesquels il y avait 24 membres présents, à savoir :

MM PEYRON Eric - VIGOGNE Ambre - PRALAS Serge - FADHLOUN Itidal - GODOT Robert - BARROSO Martine - GENESTE Jacky - BERNARD Valérie - BEN TAÏEB Karim - PEGON Arnaud - PLOTTON Françoise - DIALLO Daouda - DIAT Marie-Thérèse - VILLARD Xavier - SECCO Patricia - CHELBI Habib - MAHMOUDI Nassera - SAUNIER Marlène - GAYA Patrick - DION Maurice - LACOTE Clément - ROUCHON Marie-Laure - BARRIQUAND Bruno - CATHELAND Gérard

Absents excusés avec pouvoir : **PILATO Anne - D'HAYER Marie-France - VIEILLY Charlotte**

Absent excusé sans pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge - FORESTIER Nathalie**

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : **Françoise PLOTTON**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
PILATO Anne	SAUNIER Marlène
D'HAYER Marie-France	VIGOGNE Ambre
VIEILLY Charlotte	ROUCHON Marie-Laure

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

M. Le Maire laisse la parole à M. LACOTE suite au décès de M. BARBIER. Au titre du groupe Un Nouvel Avenir Pour Mably, M. LACOTE déclare

« A LA MEMOIRE DE JEAN, PIERRE BARBIER »

Comme vous le savez sûrement, Monsieur Jean, Pierre Barbier est décédé le 28 Juin dernier, à l'âge de 65 ans. Jean, Pierre était un homme simple, humble, cultivé et généreux. Devant ce coup douloureux du destin, nous sommes à la fois tristes et déconcertés. Nous ferons au mieux notre devoir d'élus pour honorer sa mémoire. Nos pensées vont également à sa famille. Je vous remercie. »

Chaque élu a été destinataire du procès-verbal de la réunion du 28 Mai 2020 adopté à l'unanimité sans observation particulière.

1. INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL SUITE A DES DEMISSIONS SUCCESSIVES VOLONTAIRES (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par courrier du 3 mai 2020, Madame Mylène Nové a fait part de sa démission. Monsieur Amaury Sapin a donc été sollicité, s'agissant du suivant sur la liste « Bien vivre à Mably », donnant également sa démission par courrier du 12 mai 2020. Madame Ghislaine Fayet a donc été sollicitée s'agissant de la suivante de ladite liste donnant également sa démission par courrier réceptionné en mairie le 28 mai 2020.

En application de l'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette dernière démission est définitive à compter de sa réception. M. Le Sous-Préfet a parallèlement été informé de la démission volontaire de Madame Ghislaine Fayet.

Conformément à la réglementation relative au remplacement des Conseillers Municipaux démissionnaires, et plus particulièrement à l'article L 270 du Code Electoral, il a été fait appel au candidat suivant sur la liste concernée « Bien Vivre à Mably », Monsieur Gérard Catheland qui a accepté de siéger par courriel du 11 juin dernier.

En conséquence, le Conseil Municipal déclare officiellement installé dans sa fonction de Conseiller Municipal, Monsieur Gérard CATHELAND, domicilié à MABLY, 1 rue Saint-Just, né le 14 octobre 1962 à Roanne (Loire).

FINANCES/RESSOURCES

2. COMPTES DE GESTION 2019 DU RECEVEUR MUNICIPAL (Rapporteur : Eric PEYRON)

a. BUDGET GENERAL

Après s'être fait présenter le Budget Primitif de l'exercice 2019 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le détail des dépenses et recettes effectuées, le Compte de Gestion dressé par le Trésorier accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif,

Après s'être assuré que le Trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2018, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés au cours de l'exercice 2019, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1/01/2019 au 31/12/2019, y compris celles relatives à la journée complémentaire,

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

Le Conseil Municipal déclare à l'unanimité que les résultats du Compte de Gestion dressé pour l'exercice 2019 n'appellent aucune observation de sa part.

b. BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE

Après s'être fait présenter le Budget Primitif de l'exercice 2019 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le détail des dépenses et recettes effectuées, le Compte de Gestion dressé par le Trésorier accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif,

Après s'être assuré que le Trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2018, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés au cours de l'exercice 2019, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1/01/2019 au 31/12/2019, y compris celles relatives à la journée complémentaire,

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

Le Conseil Municipal déclare à l'unanimité que les résultats du Compte de Gestion dressé pour l'exercice 2019 n'appellent aucune observation de sa part.

c. BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT DU BOURG

Après s'être fait présenter le Budget Primitif de l'exercice 2019 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le détail des dépenses et recettes effectuées, le Compte de Gestion dressé par le Trésorier accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif,

Après s'être assuré que le Trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2018, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés au cours de l'exercice 2019, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1/01/2019 au 31/12/2019, y compris celles relatives à la journée complémentaire,

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

Le Conseil Municipal déclare à l'unanimité que les résultats du Compte de Gestion dressé pour l'exercice 2019 n'appellent aucune observation de sa part.

3. APPROBATION COMPTES ADMINISTRATIFS (CA) EXERCICE 2019 - AFFECTATION DEFINITIVE DES RESULTATS 2019 (Rapporteur : Eric PEYRON)

a. CA BUDGET GENERAL 2019

Le Conseil Municipal délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2019 du Budget Général dressé par Monsieur le Maire décide à la majorité par 22 Voix Pour - 5 Abstentions (MM. Lacote - Rouchon - Vieilly - Barriquand - Catheland) - 2 Absents sans pouvoir, de:

- 1) Lui donner acte de la présentation faite du Compte Administratif lequel peut se résumer ainsi :**

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Opérations de l'exercice (rattachements compris)	7 782 429,86	8 532 144,88	1 611 005,06	1 799 120,74	9 393 434,92	10 33 65,62
Résultat de l'exercice (hors restes à réaliser)		749 715,02		188 115,68		937 830,70
Résultat reporté		888 559,90	743 179,38			145 380,50
Résultat d'exécution du budget (hors restes à réaliser)		1 638 274,92	555 063,70			1 08 211,22
Restes à réaliser			273 724,00	89 744,00	183 980,00	
Résultat cumulé		1 638 274,92	739 043,70			899 231,20

- 2) Constater que les identités de valeurs sont conformes avec celles du compte de gestion**
- 3) Reconnaître la sincérité des restes à réaliser**
- 4) Arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus**

M. Barriquand obtient confirmation que le bâtiment de la médiathèque a été transféré à Roannais Agglomération avec l'établissement d'une convention d'occupation précaire et révocable du domaine public permettant ainsi à la commune de Mably de continuer à organiser des spectacles, expositions, conférences ou concerts au sein de cette structure dans le cadre de sa propre programmation culturelle.

b. CA BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE 2019

Le Conseil Municipal délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2019 du Budget Annexe du Restaurant Scolaire dressé par Monsieur le Maire décide par 24 Voix Pour - 3 Abstentions (MM. Lacote - Barriquand - Catheland) - 2 Absents sans pouvoir, de:

- 1) Lui donner acte de la présentation faite du Compte Administratif lequel peut se résumer ainsi :**

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Opérations de l'exercice (rattachements compris)	355 764,60	355 283,16	29 586,08	41 646,97	385 350,68	396 930,13
Résultat de l'exercice (hors restes à réaliser)	481,44			12 060,89		11 579,45
Résultat reporté		974,65	1 909,71		935,06	
Résultat d'exécution du budget (hors restes à réaliser)		493,21	0,00	10 151,18		10 644,39
Restes à réaliser			0,00		0,00	
Résultat cumulé		493,21	0,00	10 151,18	0,00	10 644,39

- 2) Constater que les identités de valeurs sont conformes avec celles du compte de gestion
- 3) Reconnaître la sincérité des restes à réaliser
- 4) Arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus

c. CA BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT DU BOURG 2019

Le Conseil Municipal délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2019 du Budget Annexe du lotissement du Bourg dressé par Monsieur le Maire décide à la majorité par 22 Voix Pour - 5 Abstentions (MM. Lacote - Rouchon - Vieilly - Barriquand - Catheland) - 2 Absents sans pouvoir, de:

- 1) Lui donner acte de la présentation faite du Compte Administratif lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Opérations de l'exercice (rattachements compris)	245 471,85	245 471,85	245 471,85	245 471,85	490 943,70	490 943,70
Résultat de l'exercice (hors restes à réaliser)	0,00			0,00		0,00
Résultat reporté		0,00		0,22		0,22
Résultat d'exécution du budget (hors restes à réaliser)		0,00		0,22		0,22
Restes à réaliser						
Résultat cumulé		0,00		0,22		0,22

- 2) Constater que les identités de valeurs sont conformes avec celles du compte de gestion
- 3) Reconnaître la sincérité des restes à réaliser
- 4) Arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus

d. AFFECTATION DEFINITIVE DU RESULTAT 2019 BUDGET GENERAL

Par délibération en date du 6 mars 2020, le Conseil Municipal a décidé la reprise anticipée des résultats provisoires de l'exercice 2019, en application l'instruction comptable M 14.

Conformément à l'article L 2311.5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les résultats définitifs de l'année n-1 sont affectés lors du vote du Compte Administratif.

Après avoir approuvé le Compte de Gestion 2019, le Compte Administratif 2019 présente un excédent de fonctionnement d'un montant de **1 638 274.92 €**,

Constatant que ledit Compte Administratif fait apparaître un déficit de la section d'investissement entraînant un besoin de financement s'élevant **555 063.70 €**,

Vu l'état des dépenses d'investissement engagées au 31 décembre 2019 et des recettes certaines restant à recevoir à la même date, présentant un solde des restes à réaliser négatif de **183 980 €**,

Considérant donc un besoin de financement de la section d'investissement de **739 043.70 €**,

Considérant que le budget 2019 comportait, en prévision, un virement de la section de fonctionnement (023) à la section d'investissement (021) de **1 325 670 €**,

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité sur proposition de M. Le Maire d'affecter définitivement au budget 2020 le résultat de la section de fonctionnement à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement précédemment indiqué comme suit :

- **Affectation au financement de la section d'investissement (compte 1068) pour 739 045 €**
- **Affectation à l'excédent reporté (compte 002) pour 899 229.92 €.**

e. AFFECTATION DEFINITIVE DU RESULTAT 2019 BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE

Par délibération en date du 6 mars 2020, le Conseil Municipal a décidé la reprise anticipée des résultats provisoires de l'exercice 2019, en application l'instruction comptable M 14.

Conformément à l'article L 2311.5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les résultats définitifs de l'année n-1 sont affectés lors du vote du Compte Administratif.

Après avoir approuvé le Compte de Gestion 2019, le Compte Administratif 2019 présente un excédent de fonctionnement d'un montant de **493.21 €**,

Constatant que ledit Compte Administratif fait apparaître un excédent de la section d'investissement s'élevant **10 151.18 €**,

Vu l'état l'absence de dépenses d'investissement engagées au 31 décembre 2019 et des recettes certaines restant à recevoir à la même date,

Considérant donc que le besoin de financement de la section d'investissement est de **0 €**,

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité sur proposition de M. Le Maire d'affecter définitivement au budget 2020 le résultat 2019 comme suit :

- **Affectation au financement de la section d'investissement (compte 1068) pour 0 €**
- **Affectation à l'excédent reporté (compte 002) pour 493.21€.**

**f. AFFECTATION DEFINITIVE DU RESULTAT 2019 BUDGET ANNEXE
LOTISSEMENT DU BOURG**

Par délibération en date du 6 mars 2020, le Conseil Municipal a décidé la reprise anticipée des résultats provisoires de l'exercice 2019, en application l'instruction comptable M 14.

Conformément à l'article L 2311.5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les résultats définitifs de l'année n-1 sont affectés lors du vote du Compte Administratif.

Après avoir approuvé le Compte de Gestion 2019, le Compte Administratif 2019 présente un excédent de fonctionnement d'un montant de **0 €**,

Constatant que ledit Compte Administratif fait apparaître un déficit de la section d'investissement entraînant un besoin de financement s'élevant **0 €**,

Vu l'état l'absence de dépenses d'investissement engagées au 31 décembre 2019 et des recettes certaines restant à recevoir à la même date,

Considérant que la section d'investissement n'a pas de besoin de financement,

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité sur proposition de M. Le Maire d'affecter définitivement au budget 2020 le résultat de la 2019 comme suit :

- **Affectation au financement de la section d'investissement (compte 1068) pour 0 €**
- **Affectation à l'excédent reporté (compte 002) pour 0 €.**

4. BUDGET GENERAL - DECISION MODIFICATIVE DE CREDITS N° 1 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Les principaux événements amenant cette proposition modificative de crédits n°1 sont liés à la nécessité d'ajuster les dotations et participations de l'Etat pour un montant global positif de **4 250 €** (§1 et §2) et d'inscrire de nouveaux crédits en dépenses pour un montant de **44 210 €** (§3).

Sachant que le financement de ces dépenses nouvelles est partiellement couvert par une augmentation du produit des cessions pour **21 000 €** (§1) et à l'annulation d'une dépense d'investissement à hauteur de **6 000 €** (§4). Le complément de recettes nécessaire au financement sera pris en dépenses imprévues de fonctionnement à hauteur de **12 960 €** (§4).

Parallèlement des transferts de comptes sont nécessaires à hauteur de **3 500 €** (§5)

Pour répondre à M. Barriquand, M. Le Maire précise que le complément de crédits proposé pour les travaux Route de Lina permettra de réaliser un linéaire supplémentaire ; ce complément est intéressant au regard des offres de prix pratiquées par les entreprises du BTP. Ce complément de crédits s'accompagne en parallèle de l'annulation des crédits prévus en 2020 pour la réfection du terrain de basket extérieur Bourg.

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité la décision modificative n° 1 comme détaillée ci-dessous :

Objet :

(1)	<u>Inscription de nouveaux crédits - Recettes</u>	29 350
	1a - Ajustement positif de la DSR suite à notification	1 950
	1b - Participation de l'Etat pour l'accueil en temps de grève	6 400
	1c - Inscriptions de crédits en cession (tractopelle)	21 000

(2)	<u>Réduction de crédits en Recettes</u>		4 100
	2a - Ajustement négatif de la DGF suite à notification	4 100	
(3)	<u>Inscription de nouveaux crédits - Dépenses</u>		44 210
	3a - Inscription de crédits dans le cadre de la pandémie (<i>fournitures</i>)	25 000	
	3b - Complément de crédits sur l'opération accessibilité (<i>Maison quartier Tuileries</i>)	8 210	
	3c - Complément de crédit sur l'opération "ZAC des Tuileries" (<i>Travaux sur réseau séparatif d'assainissement</i>)	5 000	
	3d - Complément de crédits pour les travaux Route de Lina	6 000	
(4)	<u>Réduction de crédits en dépenses</u>		18 960
	4a - Annulation des crédits prévus pour la réfection du terrain de basket extérieur Bourg	6 000	
	4b - Diminution des dépenses imprévues de fonctionnement	12 960	
(5)	<u>Transfert de comptes</u>		3 500
	5a - Transfert de crédits du compte 2182 "Acquisition véhicules" au compte 6068		
	"autres fournitures" (<i>pose triflashs véhicules en régie</i>)	3 500	

Art.	Désignation	Montant Dépenses	Montant Recettes
<u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u>			
7411	DGF- Dotation forfaitaire - <i>fonct. 01 (2a)</i>		-4 100
74121	DGF - Dotation Solidarité rurale - <i>fonct.01 (1a)</i>		1 950
74718	Participations - autres - <i>fonct.20 (1b)</i>		6 400
60631	Produits entretien - <i>fonct.020 (3a)</i>	10 300	
60632	Petit équipement - <i>fonct.020 (3a)</i>	100	
60632	Petit équipement - <i>fonct.823 (3a)</i>	200	
60632	Petit équipement - <i>fonct.20 (3a)</i>	900	
60636	Vêtements de travail - <i>fonct.020 (3a)</i>	1 350	
60636	Vêtements de travail - <i>fonct.822 (3a)</i>	150	
6068	Autres matières et fournitures - <i>fonct.020 (3a)</i>	10 650	
6068	Autres matières et fournitures - <i>fonct.823 (3a)</i>	350	
6184	Versement à des organismes de formation - <i>fonct.020 (3a)</i>	1 000	
022	Dépenses imprévues fonctionnement - <i>fonct.01 (4b)</i>	-12 960	
6068	Autres fournitures - <i>fonct.020 (5a)</i>	3 500	

	Prélèvement (023)	-11 290	
	Total des mouvements de fonctionnement	4 250	4 250

<u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u>		Dépenses	Recettes
024	Produits des cessions d'immobilisations - fonct.01 (1c)		21 000
2135	Installation générales, agencet. - fonct.422-op 52 (3b)	8 210	
2151	Installation, matériel, outillage voirie - fonct.824 - op.104 (3c)	5 000	
2151	Installations réseaux voiries - fonct.822-op.56 (3d)	6 000	
2128	Autres agencements et aménagt. terrain - fonct.412-op42 (4a)	-6 000	
2182	Matériel de transports - fonct.020 (5a)	-3 500	
	Prélèvement (021)		-11 290
	Total des mouvements d'investissement	9 710	9 710

5. PERSONNEL MUNICIPAL - MISE A JOUR TABLEAU DES EFFECTIFS (Rapporteur : Daouda DIALLO)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, relative au statut de la Fonction Publique Territoriale,

Dans le cadre de l'évolution de carrière des fonctionnaires, il est chaque année procédé à l'analyse des avancements de grade. Afin de pouvoir nommer les agents sur leur nouveau grade et dans l'attente de la saisine de la Commission Administrative Paritaire, il est nécessaire de créer les postes correspondants.

De plus, pour répondre au besoin permanent de l'activité de médiation sociale et éducative, il est nécessaire de créer un poste d'adjoint d'animation.

Pour répondre à M.Barriquand, M. Le Maire confirme la stagiairisation de l'agent actuellement en poste (placé sous statut de contractuel depuis son recrutement) ainsi que le maintien de sa quotité initiale de travail à temps complet.

A l'unanimité, le Conseil Municipal crée :

➤ **A compter du 1^{er} août 2020 :**

- a. 4 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet**
- b. 1 poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet**

- c. 2 postes d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet
- d. 1 poste d'ATSEM principal de 1^{ère} classe à temps complet
- e. 1 poste d'attaché principal à temps complet
- A compter du 1^{er} août 2020, 1 poste d'adjoint d'animation à temps complet
- A compter du 1^{er} octobre 2020, 1 poste d'ingénieur principal à temps complet

ADMINISTRATION GENERALE

6. RAPPORT DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION A LA SEANCE DU 28 MAI EN VERTU DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a accordé à Monsieur Le Maire, et aux Adjoints en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, une délégation de pouvoirs en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Depuis la convocation à la séance du Conseil Municipal du 28 mai 2020, M. Le Maire a pris les décisions municipales suivantes :

MARCHES PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-43

AMENAGEMENT DE LA RUE MARCEL PAGNOL - APPROBATION
DE L'ACTE DE SOUS-TRAITANCE AVEC LA SARL COLLET ET FILS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-44

VERIFICATIONS TECHNIQUES REGLEMENTAIRES DES EQUIPEMENTS
DE LEVAGE ET DE PROTECTION INDIVIDUELLE CONTRE LES CHUTES
DE HAUTEUR - APPROBATON CONTRAT AVEC LE BUREAU VERITAS

DIVERS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-42

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° K16/2020-6

DECISION MUNICIPALE N° 2020-45

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° T9/2020-8

DECISION MUNICIPALE N° 2020-46

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU COLUMBARIUM DE MABLY
N° 147/2020-7

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions municipales détaillées ci-dessus.

7. MISE EN PLACE ET CONSTITUTION DES COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES ET GROUPES DE TRAVAIL (Rapporteur : Eric PEYRON)

Le Conseil Municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil, soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres, conformément à l'article L. 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Les Commissions Municipales Permanentes proposées sont les suivantes ainsi que les groupes de travail :

Commission Ressources
Commission Urbanisme - Habitat - Développement urbain - Aménagement du territoire
Commission Education - Restauration scolaire
Commission Voirie - Patrimoine - Sécurité ERP - Accessibilité - Développement économique
Commission Cohésion Sociale - Enfance Jeunesse - Solidarité - Lutte contre les discriminations - CCAS
Commission Développement Durable - Agenda 2030 - Agriculture - Tourisme
Développement culturel - Relations Internationales - Communication
Commission Développement de la vie et des relations associatives
Commission Démocratie Participative - Formation des Elus
Groupe de travail Médiation - Prévention - Sécurité Publique - Groupe Partenarial Opérationnel (GPO)
Groupe de travail Développement des politiques gérontologiques

Groupe de travail Ressources Humaines

Il est aussi proposé de déterminer le nombre des membres siégeant à ces Commissions Municipales Permanentes et groupes de travail à 10 membres maximum, soit 8 membres maximum pour le groupe majoritaire, 1 membre pour la liste « Un nouvel avenir pour Mably » et 1 membre pour la liste « Bien vivre à Mably ».

Conformément à l'article L 2121-22 du CGCT, les dites commissions et groupes de travail sont convoquées par M. Le Maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Ces séances d'installation sont programmées entre le 9 et le 15 juillet 2020.

L'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par LOI n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 99 précise qu'il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Conseil Municipal a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

A l'unanimité, le Conseil Municipal:

- **Décide de créer de manière permanente les commissions municipales citées ci-dessus ainsi que les trois groupes de travail**
- **Fixe le nombre des membres conformément à la proposition énoncée**
- **Elit les membres suivants issus du Conseil Municipal pour composer les commissions et les groupes de travail :**

COMMISSION	MEMBRES
Commission Ressources	Karim BEN TAÏEB - Daouda DIALLO - Maurice DION - Patrick GAYA - Robert GODOT - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Bruno BARRIQUAND
Commission Urbanisme - Habitat - Développement urbain - Aménagement du territoire	Karim BEN TAÏEB - Habib CHELBI - Daouda DIALLO - Marie-Thérèse DIAT - Maurice DION - Jacky GENESTE - Robert GODOT - Marie-Laure ROUCHON - Bruno BARRIQUAND
Commission Education - Restauration scolaire	Martine BARROSO - Daouda DIALLO - Itidal FADHLOUN - Françoise PLOTTON - Patricia SECCO - Charlotte VIEILLY - Nassera MAHMOUDI
Commission Voirie - Patrimoine - Sécurité ERP - Accessibilité - Développement économique	Martine BARROSO - Patrick GAYA - Jacky GENESTE - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Xavier VILLARD - Clément LACOTE - Gérard CATHELAND
Commission Cohésion sociale - Enfance Jeunesse - Solidarité - Lutte contre les discriminations CCAS	Martine BARROSO - Valérie BERNARD - Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Anne PILATO - Marlène SAUNIER - Charlotte VIEILLY
Commission Développement Durable - Agenda 2030 - Agriculture - Tourisme	Valérie BERNARD - Maurice DION - Itidal FADHLOUN - Arnaud PEGON - Serge PRALAS - Marlène SAUNIER - Nassera MAHMOUDI - Gérard CATHELAND
Commission Développement culturel - Relations Internationales - Communication	Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Patrick GAYA - Robert GODOT - Patricia SECCO - Xavier VILLARD - Clément LACOTE
Commission Développement de la vie et des relations associatives	Habib CHELBI - Marie-France D'HAYER - Robert GODOT - Serge PRALAS - Patricia SECCO - Marie Laure ROUCHON
Commission Démocratie Participative - Formation des Elus	Karim BEN TAÏEB - Jacky GENESTE - Itidal FADHLOUN - Arnaud PEGON - Xavier VILLARD - Ambre VIGOGNE

Groupe de travail Médiation - Prévention - Sécurité Publique - Groupe Partenarial Opérationnel (GPO)	Martine BARROSO - Marie-France D'HAYER - Jacky GENESTE - Robert GODOT - Arnaud PEGON - Xavier VILLARD - Bruno BARRIQUAND
Groupe de travail Développement des politiques gérontologiques	Nathalie FORESTIER - Marlène SAUNIER - Patricia SECCO
Groupe de travail Ressources Humaines	Karim BENTAÏEB - Maurice DION - Patrick GAYA - Robert GODOT - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE

8. ASSOCIATION DU CANAL DE ROANNE A DIGOIN - DESIGNATION D'UN MEMBRE TITULAIRE ET D'UN MEMBRE SUPPLEANT (Rapporteur : Eric PEYRON)

L'association « Le Canal de Roanne à Digoin » a été créée en 2011. Son périmètre d'intervention couvre l'ensemble des collectivités le long du canal de Roanne à Digoin, communes et intercommunalités.

Ces collectivités se fédèrent au sein de l'association afin de favoriser la concertation, la coordination, d'élaborer un projet de développement partagé d'ambition inter-régionale, de valorisation touristique, économique, patrimoniale et de loisirs et ce dans un objectif de développement durable.

Depuis de nombreuses années, la collectivité de Mably participe aux différents travaux menés par l'association et entend ainsi poursuivre cette collaboration.

L'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par LOI n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 99 précise qu'il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Conseil Municipal a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Suite au renouvellement général des Conseils Municipaux, le Conseil Municipal désigne à l'unanimité M. GENESTE Jacky en qualité de titulaire et M. DION Maurice en qualité de suppléant.

9. DESIGNATION DU CORRESPONDANT DEFENSE (Rapporteur : Eric PEYRON)

Depuis 2001, un réseau de correspondants défense a été mis en place dans chaque commune, à la demande du Gouvernement, dans le but d'entreprendre une série d'actions destinées à renforcer le lien entre la Nation et ses forces armées.

Interlocuteur privilégié des autorités civiles et militaires dans sa commune, pour ce que concerne les questions de défense et les relations armées-nation, le correspondant défense est appelé à voir ses missions réaffirmées et clarifiées, en particulier dans le cadre de la Loi de programmation militaire et de l'ensemble des actions de modernisation du ministère.

Il relaie les informations relatives aux questions de défense auprès des habitants en les orientant, le cas échéant, vers les relais professionnels pouvant les renseigner sur les carrières militaires, le volontariat et la réserve militaire.

Suite au renouvellement général des Conseils Municipaux, le Ministre de la Défense souhaite que ce réseau de correspondants soit reconstitué.

L'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par LOI n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 99 précise qu'il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Conseil Municipal a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Le Conseil Municipal désigne à l'unanimité M. PEGON Arnaud pour assurer cette fonction.

10. DESIGNATION DE DEUX REPRESENTANTS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLEGE LOUIS ARAGON DE MABLY, ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT (Rapporteur : Eric PEYRON)

Il est précisé que le Décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014, consécutif aux modifications introduites par les lois n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, relatif à la composition du Conseil d'Administration des établissements publics locaux d'enseignement, modifie les conditions de désignation des représentants des collectivités territoriales.

Afin de maintenir l'équilibre tripartite entre les collectivités territoriales, l'administration, les personnels et les usagers de la composition du Conseil d'Administration, il est prévu que pour un collège de moins de 600 élèves et comportant une section d'éducation spécialisée, la représentation de la Commune sera désormais de deux membres.

Le Collège Louis Aragon de Mably comportant une section d'éducation spécialisée (SEGPA), l'article R 421-14 du Code de l'Education, modifié par le Décret ci-dessus référencé, s'applique à cette situation.

L'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par [LOI n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 99](#) précise qu'il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Conseil Municipal a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Le Conseil Municipal désigne à l'unanimité Mmes VIGOGNE Ambre et PLOTTON Françoise pour siéger au sein du Conseil d'Administration du collège Louis Aragon à Mably

11. DESIGNATION DE REPRESENTANTS AU SEIN DES CONSEILS D'ECOLE (Rapporteur : Eric PEYRON)

Le Décret n° 2013-983 du 4 novembre 2013 modifie le Code de l'Education relatif à la composition du Conseil d'Ecole.

Ce texte prévoit notamment qu'en plus du Maire ou son représentant, un Conseiller Municipal soit désigné par le Conseil Municipal pour siéger également au Conseil d'Ecole.

L'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par [LOI n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 99](#) précise qu'il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Conseil Municipal a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Le Conseil Municipal désigne à l'unanimité les élus suivants pour siéger aux Conseils d'Ecole des établissements de Mably :

- Ecole élémentaire du Bourg : Monsieur Daouda DIALLO
- Ecole maternelle du Bourg : Monsieur Daouda DIALLO
- Ecole élémentaire des Sables : Madame Itidal FADHLOUN (remplacée par Madame Martine BARROSO en cas d'empêchement)
- Ecole maternelle des Sables : Madame Itidal FADHLOUN (remplacée par Madame Martine BARROSO en cas d'empêchement)

- **Ecole élémentaire Jacques Prévert : Madame Patricia SECCO**
- **Ecole maternelle Jacques Prévert : Madame Patricia SECCO**
- **Ecoles des Tuileries : Madame Ambre VIGOGNE.**

12. BILAN FORMATION DES ELUS ANNEE 2019 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Afin de pouvoir exercer au mieux leurs fonctions, les élus locaux bénéficient d'un droit à la formation. La formation des élus locaux constitue une dépense obligatoire de la collectivité à laquelle ils appartiennent.

La Loi 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2123-14 qui dispose qu'à compter du 1^{er} janvier 2016 les crédits relatifs aux dépenses de formation, qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits, sont affectés en totalité au budget de l'exercice suivant sauf année de renouvellement électoral.

Conformément à l'article L. 2123-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées sur l'exercice 2019 est annexé au Compte Administratif 2019. Il donne lieu à un débat annuel.

Une seule action a été réalisée par les élus en 2019, le crédit ouvert à ce titre pour l'exercice 2019 s'élevant à 6 600 €.

Le Conseil Municipal prend acte du bilan des actions de formation des élus financées par la Commune sur l'exercice budgétaire 2019.

13. DROIT A LA FORMATION DES ELUS (Rapporteur : Valérie BERNARD)

L'article L 2123-12 du CGCT dispose que « les membres d'un Conseil Municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions ».

Dans les trois mois suivant son renouvellement, le Conseil Municipal doit délibérer sur l'exercice du droit à formation de ses membres. Il doit déterminer les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du Conseil Municipal.

Les élus salariés, fonctionnaires ou contractuels, ont droit à un congé de formation de 18 jours pour toute la durée de leur mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'ils détiennent. (*voir annexe 1 sur les modalités de sollicitation de formations pour les élus*).

Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la commune, à condition que l'organisme dispensateur de la formation soit agréé par le Ministre de l'Intérieur (agrément dispensé après avis du Conseil National de la Formation des Elus Locaux).

Depuis le 1er janvier 2016, le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la commune (montant théorique prévu par les textes, majorations y compris).

Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget formation de l'exercice suivant. Ils s'accumulent ainsi avec le montant du budget formation, obligatoirement voté chaque année. En revanche, ils ne peuvent être reportés au-delà de la fin de la mandature (c'est à dire l'année au cours de laquelle intervient le

renouvellement de l'assemblée délibérante).

Les frais de formation comprennent :

- les frais de déplacement qui comprennent, outre les frais de transport, les frais de séjour (c'est-à-dire les frais d'hébergement et de restauration),
- les frais d'enseignement,
- la compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus, justifiée par l' élu et plafonnée à l'équivalent de 18 jours, par élu et pour la durée du mandat. Elle est de même nature que l'indemnité de fonction et est donc soumise à CSG et à CRDS.

- Accès au dispositif du DIF :

Parallèlement, depuis le 1^{er} juillet 2017, le dispositif du Droit Individuel à la Formation (DIF) est opérationnel.

En effet, la loi du 21 mars 2015, portant sur le statut de l' élu, a créé un Droit Individuel à la Formation pour certains élus locaux. Les Conseillers Municipaux, y compris ceux qui ne sont pas indemnisés, bénéficient, chaque année, d'un DIF d'une durée de 20 heures par année de mandat, cumulable sur toute la durée du mandat et financé par une cotisation obligatoire, dont le taux est de 1 %, prélevée sur le montant annuel brut des indemnités de fonction, majorations comprises, lorsqu'ils en perçoivent.

L'exercice de ce droit relève de l'initiative de chacun des élus auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). (*Voir annexe 2 sur les conditions d'accès au DIF*).

Ce dispositif coexiste avec celui du droit à la formation, prévu par la loi de 1992.

- Extension de la VAE pour les élus locaux :

Les articles L. 613-5 du code de l'éducation et L. 6111-1 du Code du Travail étendent la VAE aux acquis résultant de l'exercice d'un mandat électoral local ou d'une fonction élective locale. Les acquis résultant de l'exercice d'un mandat électoral permettaient déjà l'obtention d'un diplôme ou d'un titre par un établissement d'enseignement supérieur. Désormais, ils ouvrent également l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur.

- Accès pour les élus locaux au statut de chargé d'enseignement :

L'article L. 952-1 du Code de l'Education est modifié en introduisant la possibilité pour les élus locaux d'apporter la contribution de leur expérience aux étudiants et donc de devenir chargés d'enseignement.

- Formation dès la première année de mandat pour certains élus (article 107) :

Dans toutes les communes, sans distinction de seuil, les élus ayant délégation bénéficieront d'une formation obligatoire au cours de la première année de mandat (article L. 2123-12 du CGCT).

- Les orientations de la loi du 27 décembre 2019 :

La loi « Engagement et proximité » du 27 décembre 2019, notamment l'article 105, renvoie à des ordonnances à intervenir dans un délai de 9 mois à compter de la publication de la Loi, qui auront pour objet de :

- Permettre aux élus locaux de bénéficier de Droits Individuels à la Formation professionnelle tout au long de la vie et d'accéder à une offre de formation plus développée, en mettant en place un compte personnel de formation analogue à celui mis en place dans le cadre des dispositions de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel relatives au compte personnel d'activité et en assurant la portabilité des droits avec les comptes personnels de formation des secteurs public et privé
- Faciliter l'accès des élus locaux à la formation, tout particulièrement lors de leur premier mandat, et clarifier les différents dispositifs de formation des élus locaux selon qu'ils sont ou non liés à l'exercice du mandat
- Définir un référentiel unique de formation en s'adaptant aux besoins des élus locaux, en

garantissant une offre de formation accessible dans les territoires et mutualiser le financement entre les collectivités et leurs établissements publics de coopération intercommunale

- Assurer la transparence et la qualité des dispositifs de formation et renforcer le contrôle exercé sur les organismes de formation des élus locaux, en particulier s'ils sont liés à un parti politique.

Un projet de loi de ratification sera déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de chaque ordonnance. Un décret est également attendu rapidement pour préciser les modalités du droit à la formation des nouveaux élus, à l'issue des municipales.

Ces ordonnances sont susceptibles de modifier en profondeur la question de la formation des élus. Il sera alors peut-être nécessaire de faire évoluer les dispositions prises dans le cadre de cette délibération.

- Poursuivre les objectifs de formations travaillés lors du mandat précédent :

Lors du mandat 2014-2020, le Conseil Municipal avait choisi d'orienter ses formations selon les objectifs suivants :

- ✓ Clarifier les rôles et les responsabilités entre élus et services
- ✓ Développer les capacités politiques des élus en matière de conception et d'expression
- ✓ Aller à l'essentiel d'un projet politique dans le cadre d'un plan de mandat
- ✓ Donner les outils aux élus pour leur permettre de communiquer les orientations politiques aux services et les clarifier
- ✓ Mieux appréhender la fonction d'élue
- ✓ Développer la communication verbale et l'intervention orale
- ✓ Donner aux élus les outils nécessaires à la conduite de projet.

Du fait de la présence d'un nombre relativement important de nouveaux élus au sein du Conseil Municipal issu des élections de mars 2020, il est proposé de conserver ces objectifs qui correspondent bien aux attentes et aux besoins. Étant entendu qu'il s'agirait de favoriser sur ce début de mandat les formations collectives et organisées sur site pour permettre une vraie cohérence des formations en s'appuyant sur un socle commun permettant de préciser :

- ✓ Le rôle de l'élue
- ✓ Ses responsabilités, droits et obligations
- ✓ Le processus décisionnel
- ✓ Le fonctionnement de la collectivité
- ✓ Les missions respectives des services et des élus afin d'établir une relation de qualité.

A l'unanimité, le Conseil Municipal:

- **Rappelle le montant des dépenses de formation, à hauteur de 8 800 € pour l'année 2020, conformément au Budget Primitif voté en séance du Conseil Municipal du 6 mars 2020**
- **Décide d'engager la réflexion sur la mise en œuvre d'un plan de formation qui déterminera suivants les objectifs initiés lors du mandat précédent, les axes et les actions à engager pour la durée du mandat**
- **Précise qu'à l'issue de la réflexion, le plan de formation sera soumis au vote du Conseil Municipal ainsi qu'un règlement précisant les modalités d'inscription et de fonctionnement interne**
- **Désigne Madame Valérie BERNARD comme élue référente, en charge de ce dossier.**

ANNEXE 1

MODALITES DE SOLLICITATION DE FORMATIONS POUR LES ELUS :

Les élus salariés doivent faire une demande écrite à leur employeur au moins 30 jours avant le stage en précisant la date, la durée du stage et le nom de l'organisme de formation agréé par le ministre de l'Intérieur.

L'employeur privé accuse réception de cette demande. Si l'employeur privé n'a pas répondu 15 jours avant le début du stage, la demande est considérée comme accordée.

Par contre, si l'employeur privé estime, après avis du Comité d'Entreprise ou des délégués du personnel, que l'absence du salarié aurait des conséquences préjudiciables à la production et à la bonne marche de l'entreprise, la demande peut être refusée, à condition toutefois d'être motivée et notifiée à l'intéressé.

Si l' élu salarié renouvelle sa demande 4 mois après la notification d'un premier refus, l'employeur est obligé de lui répondre favorablement.

Les élus fonctionnaires ou contractuels sont soumis au même régime mais les décisions de refus, s'appuyant sur les nécessités de fonctionnement du service, doivent être communiquées avec leur motif à la commission administrative paritaire au cours de la réunion qui suit cette décision.

Dans tous les cas, l'organisme dispensateur de formation doit délivrer à l' élu une attestation constatant sa fréquentation effective, que l'employeur peut exiger au moment de la reprise du travail.

ANNEXE 2

LE DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION PREVU PAR LA LOI DE 2015 (DIF) :

Depuis le 1er juillet 2017 le dispositif du DIF est opérationnel.

Un site dédié de la CDC comprend toutes les informations utiles et pratiques (formulaires de demande de financement de formation et de remboursement, listes des formations éligibles, barème de remboursement des frais, etc.). Ces éléments sont accessibles à l'adresse suivante : www.dif-elus.fr, rubrique « Vos droits à la formation ».

La loi du 31 mars 2015, portant sur le statut de l' élu, a créé un droit individuel à la formation pour certains élus locaux. Les conseillers municipaux, communautaires, métropolitains, départementaux et régionaux (y compris ceux qui ne sont pas indemnisés) bénéficient, chaque année, d'un DIF d'une durée de 20 heures par année pleine de mandat, cumulable sur toute la durée du mandat et financé par une cotisation obligatoire, dont le taux est de 1 %, prélevée sur le montant annuel brut des indemnités de fonction de ces mêmes conseillers, majorations comprises, lorsqu'ils en perçoivent. L'exercice de ce droit relève de l'initiative de chacun des élus.

Les cotisations sont versées au fonds spécialement créé pour le financement du DIF, la CDC en assurant la gestion administrative, technique et financière. Par ailleurs, elle instruit les demandes de formation présentées par les élus. Le bilan de la gestion du fonds fait l'objet d'une information annuelle du Comité des finances locales.

Chaque année, entre le 1er et le 30 octobre, la CDC transmet aux collectivités et établissements des élus contributeurs un appel à cotisation au fonds de financement du DIF. Ce document détaille, entre autres, les références du compte bancaire destinataire des sommes précomptées depuis le mois de janvier de l'année N. Ce versement, par les collectivités concernées, doit intervenir avant le 31 décembre de l'année N. Les collectivités devront par ailleurs fournir une déclaration comprenant le nombre d'élus cotisants ainsi que le montant total des cotisations dues.

□ Cas des élus en situation de cumul de mandats

Les élus cumulant des indemnités correspondant aux mandats concernés (commune, EPCI à fiscalité propre, département, région) payent une cotisation sur chacune d'entre elles mais ne bénéficient que d'un crédit de 20 heures par année pleine de mandat.

NB : dans les mandats concernés, seuls les élus indemnisés payent une cotisation mais le dispositif bénéficie à tous, étant entendu que les élus des syndicats intercommunaux et des syndicats mixtes ne sont pas concernés par le DIF.

□ Les formations éligibles au titre du DIF

Ce sont celles relatives à l'exercice du mandat, dispensées par un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur (cf. début de ce chapitre) et celles sans lien avec l'exercice du mandat, notamment pour acquérir des compétences nécessaires à la réinsertion professionnelle à l'issue du mandat.

Ces dernières sont éligibles au compte personnel de formation (CPF) et visées à l'article L.6323-6 du code du travail (bilan de compétences ...). Il s'agit notamment :

- Des formations permettant d'acquérir le socle de connaissances et de compétences ;
- Des formations sanctionnées par une certification enregistrée dans le répertoire national des certifications professionnelles permettant d'obtenir une partie identifiée de certification professionnelle

classée au sein du répertoire, visant à l'acquisition d'un bloc de compétences ;

- ☐ Des formations sanctionnées par un certificat de qualification professionnelle ;
- ☐ Des formations sanctionnées par les certifications inscrites à l'inventaire spécifique établi par la commission nationale de la certification professionnelle ;
- ☐ De l'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience (VAE). Ce type de formation ainsi que les bilans de compétences ne peuvent être pris en charge que par le biais du DIF. En effet, leur financement par les collectivités, dans le cadre du budget adopté pour le droit à la formation instauré par la loi de 1992, n'est pas envisageable.

Concrètement, plusieurs milliers de formations sont éligibles au CPF dans des domaines divers et pour tous types de niveaux (CAP, BTS, licence, master...) 19.

Attention : l'accès à une formation dépend notamment du nombre d'heures figurant sur le compte de l'élu local concerné. A cet égard, un formulaire de demande des heures disponibles est accessible sur : www.dif-elus.fr, rubrique « Vos droits à la formation ». Si ces heures sont inférieures à la durée de la formation sollicitée, la demande ne pourra pas être prise en compte en totalité.

☐ **Modalités de mise en œuvre du DIF**

Le conseiller municipal, communautaire, métropolitain, départemental et régional qui souhaite bénéficier d'une formation au titre de son DIF adresse une demande à la CDC, par courrier ou par voie dématérialisée (cf. formulaire de demande de financement de formation : www.dif-elus.fr, rubrique « Vos droits à la formation »).

La demande permettant la mise en œuvre du DIF comporte obligatoirement une copie du formulaire d'inscription auprès de l'organisme dispensateur de la formation éligible, dûment complété, et doit être adressée à la CDC au plus tard dans les six mois qui suivent l'expiration du mandat de membre du conseil municipal.

La CDC instruit ces demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande. L'accord de la CDC fait l'objet de l'envoi d'une convention tripartite incluant l'élu et l'organisme dispensateur de la formation, charge à l'élu de la renvoyer, signée, à l'organisme de formation. En tout état de cause, la CDC tient à jour le nombre d'heures acquises par l'élu local.

Par ailleurs, elle vérifie si la formation faisant l'objet de cette demande s'inscrit dans les listes de formations éligibles (cf. ci-dessus).

Les décisions de refus de financement de formation prises par la CDC sont motivées. Un recours gracieux contre ces décisions peut être formé auprès de la CDC. Les recours contentieux formés contre les décisions de refus sont portés devant le tribunal administratif de Paris. La CDC est habilitée dans ce cas à représenter l'Etat devant la juridiction administrative.

☐ **Prise en charge des frais de déplacement et de séjour**

Le membre du conseil municipal, communautaire, métropolitain, départemental et régional qui a engagé des frais de déplacement et de séjour pour suivre une formation dans le cadre du DIF transmet à la CDC un état de frais aux fins de remboursement. NB : ces frais seront donc avancés par les élus concernés puis remboursés par la suite.

Les frais de déplacement et de séjour lui sont remboursés dans les conditions similaires à celles des personnels civils de l'Etat, soit, en fonction de la commune d'accueil, 70 €, 90 € pour les communes du Grand-Paris et celles de 200 000 habitants et plus, et 110 € pour Paris pour l'indemnité de nuitée et 15,25 € pour l'indemnité de repas.

Les frais pédagogiques de l'organisme de formation sont pris en charge par la CDC, après vérification du service fait. L'élu (ou la collectivité) n'a donc pas à les avancer.

NB : la compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus n'est pas prévue pour les élus suivant une formation en lien avec le mandat dans le cadre du DIF, contrairement au dispositif existant depuis 1992 pour la formation des élus.

Par ailleurs, si aucun congé spécifique n'est prévu pour suivre une formation dans le cadre du DIF, le congé formation de 18 jours par mandat peut cependant être utilisé pour suivre une formation en lien avec le mandat dans le cadre du DIF.

Enfin, la cotisation DIF n'étant pas une cotisation sociale, elle n'a donc pas à être déduite du revenu imposable, ni du calcul de l'écêtement.

14. BILAN DE LA POLITIQUE FONCIERE ANNEE 2019 (Rapporteur : Eric PEYRON)

L'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit l'établissement par la Commune d'un bilan annuel des acquisitions et cessions immobilières.

Ce bilan de politique foncière fait apparaître, tant pour les acquisitions que pour les cessions, la totalité des mutations immobilières réalisées par la Commune au cours de l'année.

Les actions retenues sont celles comptabilisées.

Le Conseil Municipal donne acte à M. Le Maire de la présentation du bilan comptable de la politique foncière menée par la Commune de Mably au cours de l'exercice budgétaire 2019.

COMMANDE PUBLIQUE

15. DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION PERMANENTE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC A VOCATION GENERALE (Rapporteur : Eric PEYRON)

L'article L 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) indique que les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics peuvent confier la gestion d'un service public dont elles ont la responsabilité à un ou plusieurs opérateurs économiques par une convention de Délégation de Service Public définie à l'article L 1121-3 du Code de la Commande Publique préparée, passée et exécutée conformément à la troisième partie de ce code.

L'article L 1121-3 du Code de la Commande Publique prévoit que :

« Un contrat de concession de services a pour objet la gestion d'un service. Il peut consister à concéder la gestion d'un service public.

Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service.

La délégation de service public mentionnée à l'article L 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une

collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales. »

Ainsi, la passation d'une Délégation de Service Public exige le respect des règles générales prévues tant par le Code de la Commande Publique mais également les règles spécifiques aux collectivités territoriales édictées par le CGCT.

L'article L 3 du Code de la Commande Publique rappelle également, dans le même temps, que les contrats de concession sont soumis aux principes fondamentaux de la commande publique et précisément la liberté d'accès, de l'égalité de traitement des candidats et à la transparence des procédures. Le respect de ces principes permet *« d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics »*.

Si l'autorité concédante organise librement une procédure de publicité et mise en concurrence qui conduit au choix du concessionnaire, il est nécessaire d'instituer une Commission de Délégation de Service Public amenée notamment à examiner et formuler un avis sur les offres des candidats.

Au terme de l'article L 1411.5 du CGCT, la commission est composée, lorsqu'il s'agit d'une commune de 3 500 habitants et plus, par l'autorité habilitée à signer la convention de Délégation de Service Public ou son représentant, président (Maire) et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ainsi que des membres suppléants en nombre égal. Il s'agit d'un scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral de la commission lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues à l'alinéa précédent, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Préalablement aux opérations électorales de désignation des membres titulaires et suppléants, et conformément à l'article D 1411-5 du CGCT, l'assemblée délibérante doit définir les conditions de dépôt des listes pour élire de nouveaux membres selon des modalités qui lui appartient de déterminer ; l'élection proprement dite faisant l'objet d'une seconde délibération lors d'une séance ultérieure. C'est ce qui a été fait par délibération n° 7 du 28 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal a déterminé les conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres de ladite commission de la sorte :

- Les listes ayant pour objet la désignation des membres de la commission DSP, seront adressées par voie postale à l'attention de Monsieur le Maire de la commune de Mably ou par voie dématérialisée à l'adresse générique de la Mairie (maire@ville-mably.fr) au plus tard le 15 juin 2020. Il est prévu que c'est à la séance du Conseil Municipal du 8 juillet 2020 qu'il sera procédé cette désignation.
- Il est précisé que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.
- Les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.

M. PEYRON au titre de la liste « Construisons ensemble le Mably de demain » présente la liste suivante :

*

5 titulaires :

1. Robert GODOT
2. Patrick GAYA
3. Serge PRALAS
4. Karim BEN TAÏEB
5. Ambre VIGOGNE

5 suppléants :

1. Maurice DION
2. Xavier VILLARD
3. Jacky GENESTE
4. Douada DIALLO
5. Patricia SECCO

Par courrier en date du 15 juin 2020, M. Bruno BARRIQUAND a présenté sa candidature en qualité de titulaire au titre de la liste « Bien vivre à Mably ».

M. Clément LACOTE au titre de la liste « Un nouvel avenir pour Mably » n'a présenté aucune candidature dans le délai imparti.

Il est précisé que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-21 du CGCT, pour être instituée valablement, la Commission de Délégation de Service Public fait l'objet d'une élection à bulletin secret par l'assemblée délibérante.

Il est procédé à bulletin secret et au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel, à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants devant composer la Commission de Délégation de Service Public à caractère permanent en plus du Président (Maire).

Membres titulaires

Sièges à pourvoir: 5

Nombre de listes :

Nombre de votants :

Bulletins blanc ou nuls :

Nombre de suffrages exprimés :

Quotient électoral (*suffrages exprimés /sièges à pourvoir* :

Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL
------	----------------------------	--------------------------------------	-------

Liste 1 :				
Liste 2 :				

Membres suppléants (*vocation à remplacer temporairement les membres titulaires de la CDSP*)

Sièges à pourvoir: 5

Nombre de listes :

Nombre de votants :

Bulletins blanc ou nuls :

Nombre de suffrages exprimés :

Quotient électoral (*suffrages exprimés /sièges à pourvoir*) :

	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL
Liste 1 :				
Liste 2 :				

Le remplacement définitif d'un membre titulaire n'induit pas une nouvelle élection, il s'opère par titularisation du suppléant figurant en première position sur la même liste que le titulaire.

La démission d'un membre suppléant, alors même que la liste sur laquelle il a été élu ne comprendrait plus d'autres membres du Conseil Municipal suppléants susceptibles de le remplacer, n'entraîne pas de renouvellement intégral de la commission, dès lors que le membre titulaire conserve son siège.

L'obligation de procéder au remplacement total des membres titulaires de la commission interviendra conformément à l'article L 2121-22, uniquement lorsque celle-ci n'assurera plus le respect du principe de la représentation proportionnelle des différentes tendances en son sein.

Les règles de fonctionnement de la Commission de Délégation de Service Public sont les suivantes.

La voix du Président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Lorsque le Maire, Président de la Commission de Délégation de Service Public ne peut être présent, il ne peut se faire représenter par un membre de la Commission de Délégation de Service Public. A ce titre, un autre représentant habilité à signer les conventions de délégations de service public peut recevoir délégation pour présider la Commission de Délégation de Service Public.

En cas d'absence d'un membre titulaire, celui-ci est remplacé par le premier suppléant sur la liste de suppléance.

En l'absence de disposition particulière, le délai de convocation de la Commission de Délégation de Service Public s'effectue dans un délai minimum de 5 jours francs entre la date de convocation et la date

de réunion dans les conditions prévues à l'article L 2121-12 du CGCT et selon un mode opératoire dématérialisé permettant de certifier de manière certaine de la date d'envoi de la convocation. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Conformément aux dispositions de l'article L 1411-5 du CGCT, le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Lorsqu'ils y sont invités par le Président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal de la séance de la commission.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale désignés de la délégation, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ✓ **APPROUVER la composition de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) ayant vocation à siéger de manière permanente pendant toute la durée du mandat**
- ✓ **DESIGNER les membres de la commission comme suit :**

Président (membre de droit) :

Proclame élus les membres titulaires suivants :

-
-
-
-
-

Proclame élus les membres suppléants suivants :

-
-
-
-
-

Au moment de formaliser la délibération relative à la désignation des membres de la commission permanente de délégation de service public à vocation générale inscrite au Conseil Municipal du 8 juillet 2020, une difficulté de nature juridique est apparue.

Il résulte en effet des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) confirmées par une circulaire de la Préfecture de l'Ain que chaque liste présentée doit comporter autant de titulaires que de suppléants :

« Les candidatures prennent la forme d'une liste (articles D. 1411-5 et L. 2121-21 du CGCT). Chaque liste comprend :

- les noms des candidats en nombre suffisant pour satisfaire le nombre total des sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. Le nombre des suppléants est égal à celui des titulaires (article L. 1411-5 II du CGCT) ;

- ou moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir (article D. 1411-4 1er alinéa du CGCT). Le nombre des suppléants est égal à celui des titulaires (article L.1411-5 II du CGCT). »

Il en résulte que la liste qui a été déposée par M. Barriquand ne respectait pas l'obligation de comporter autant de suppléant que de titulaire dans la mesure où elle ne comportait qu'un seul titulaire et aucun suppléant.

Dans ces conditions, il y aura lieu de délibérer à nouveau pour la composition de cette commission de délégation de service public car celle qui a été élue ne peut être régulièrement instituée.

Le projet de délibération qui sera soumis au Conseil Municipal du 25 septembre prochain procédera tout d'abord au retrait de la délibération du 8 juillet 2020 (voire éventuellement celle du 28 mai 2020 sur les conditions de dépôt des listes et qui est exécutoire du fait de sa transmission au contrôle de légalité) en expliquant l'irrégularité dont elle est entachée (et ce même si la délibération du 8 juillet 2020 n' a pas été transmise au contrôle de légalité donc non exécutoire à ce jour).

Il sera délibéré ensuite au cours de la même séance du 25 septembre :

- Sur les conditions de dépôt des listes lesquelles devront donc comporter autant de titulaires que de suppléants et être déposées dans l'heure suivant l'adoption de cette première délibération,
- L'élection des membres de la commission de délégation de service public à bulletin secret et au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

FONCIER

16. CESSION DE LA CHAPELLE DES TUILERIES SITUÉE CHEMIN DE LA CHAPELLE (TERRAIN D'ASSIETTE D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE AT13 ET DE LA PARCELLE AT14) A MONSIEUR GAËTAN CORRE (Rapporteur : Serge PRALAS)

La ville de Mably est propriétaire de la Chapelle des Tuileries située sur les parcelles AT13 (540 m²) et AT14 (13 m²) d'une surface de 577 m² en zonage A au Plan Local d'Urbanisme.

Il est rappelé que depuis la modification N° 2 du PLU, approuvée par le Conseil Municipal du 14 février 2020, la Chapelle des Tuileries a été identifiée comme bâtiment pouvant changer de destination dans le but de pouvoir céder ce tènement à un particulier. Par ailleurs, la modification N° 2 PLU maintient le classement de ce bien comme élément remarquable du paysage en vue d'assurer la préservation de sa qualité architecturale et patrimoniale. Le futur acquéreur devra en effet respecter les travées et les encadrements en briques avec la possibilité d'agrandissement et respecter, dans le cadre d'une réhabilitation de la façade, les caractéristiques principales à savoir les encadrements en brique de la façade d'entrée et le maintien du clocheton.

La ville a été sollicitée le 3 février 2020 pour l'acquisition de la Chapelle des Tuileries par un courrier de M. Corre Gaëtan afin d'y entreposer des véhicules de collection. Son projet consiste à agrandir la porte d'entrée en respectant les prescriptions patrimoniales et à créer un mur de clôture. A terme, il envisage peut être aussi d'aménager dans la sacristie un petit logement individuel. L'usage de ce bâtiment sera exclusivement personnel. Il n'envisage pas de l'ouvrir au public, ni d'y réaliser son atelier.

C'est ainsi que France Domaine a été consulté et a établi le 1^{er} avril 2020 son rapport sous le numéro 2020-42127V0393. La valeur du bien a été estimée à 21 000 €. Après négociation afin de valoriser le

patrimoine bâti de la Chapelle des Tuileries, élément remarquable du paysage, le prix de vente proposé et accepté par M. Corre Gaëtan s'élève à un montant de 17 500 €, hors frais de notaire pris en charge par l'acquéreur.

Il a également été convenu que la commune prenne à sa charge la division parcellaire de la parcelle AT13 pour conserver une bande en vue de réaliser un trottoir aux dimensions conformes aux normes d'accessibilité des personnes à Mobilité Réduite (PMR). A ce titre, le cabinet de géomètres-experts Coavoux a été diligenté pour réaliser le document d'arpentage. Le procès-verbal de délimitation du bornage a été réalisé le 26 mai 2020. Il en ressort une surface à céder de 472 m² (nouvelle parcelle AT59 issue de la parcelle mère AT13) et de 37 m² (parcelle AT14), soit au total une superficie de 509 m² qui sera vendue à M. Corre Gaëtan et une surface de 68 m² (nouvelle parcelle AT60 issue de la parcelle mère AT13) qui sera conservée par la commune. Le document d'arpentage avec les nouveaux numéros de parcelles a été remis à la commune le 17 juin 2020.

Aussi, tous les diagnostics nécessaires à la vente (amiante, diagnostic et installation électrique, exposition au plomb, performance énergétique), pour constituer le dossier de diagnostics techniques, ont-ils été réalisés conformément à l'article L 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitat.

En conséquence, il convient que le Conseil Municipal accepte cette vente aux conditions sus-énoncées. Il est rajouté d'autre part les conditions suspensives suivantes :

- L'obtention d'un financement bancaire,
- L'obtention d'un permis de construire pour le changement de destination du bâtiment situé en zone agricole et de l'avis conforme de la CDPENAF (Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers).

M. Barriquand au titre du groupe Bien vivre à Mably déclare que le quartier a déjà vu disparaître une part importante de son passé. Après la destruction des bâtiments en 2015, puis de la cheminée en 2018, la chapelle est encore un élément patrimonial qui marque le paysage à l'entrée nord de quartier. C'est un signe du passé qui rappelle les dures conditions de travail des Tuileries a observé et aurait aimé que la commune trouve un autre avenir à ce bâtiment, s'interrogeant aussi sur la future conservation de la façade de l'édifice. Le texte exact de la présente déclaration est en cours de transmission au moment de la rédaction du présent procès-verbal.

M. PRALAS précise que cette chapelle reste un élément remarquable inscrit comme tel au Plan Local d'Urbanisme ce qui signifie que l'acquéreur devra respecter les caractéristiques principales de l'édifice.

A la majorité par 22 Voix Pour - 5 Abstentions (MM Lacote - Vieilly - Rouchon - Barriquand - Catheland) - 2 Absents sans pouvoir, le Conseil Municipal :

- **Accepte la cession à M. Corre Gaëtan de la Chapelle des Tuileries située sur la parcelle AT59 et sur la parcelle AT14, au prix de 17 500€ pour une superficie totale de 509 m²**
- **Précise que les frais d'acte notarié sont à la charge de l'acquéreur dont l'acte sera confié à Maître Guitton Loïc, Notaire de la commune à Le Coteau et Notaire de l'acquéreur**
- **Autorise le Maire ou son représentant à signer la promesse de vente et l'acte authentique à intervenir ainsi que tous les documents s'y rapportant.**

URBANISME

17. INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER ET LES DECISIONS DE PREEMPTION OU NON-PREEMPTION ((Rapporteur : Serge PRALAS)

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Le Maire rend compte au Conseil Municipal des décisions relatives à l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal en la matière.

Depuis l'information donnée lors du Conseil Municipal du 6 mars 2020, le droit de préemption n'a pas été exercé pour les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) suivantes :

Référence cadastrales	Adresse	Superficie	Désignation du bien	Décision de non préemption
AO 113	21 rte de Briennon	1 041 m ²	Bâti sur terrain propre	11 février 2020
AM 321	4 Chemin Duret	999 m ²	Bâti sur terrain propre	11 février 2020
BD 167	17 rue de Grange Neuve	796 m ²	Bâti sur terrain propre	12 février 2020
AM 368 et AM 367	159 rte de Briennon	874 m ²	Bâti sur terrain propre	12 février 2020
ZE 25, ZE 26 et ZE 32	Les Tuileries Sud	2 646 m ²	Non bâti	12 février 2020
AK 142	20 Avenue des Essarts	714 m ²	Bâti sur terrain propre	14 février 2020
AO 376	36 rue des Merisiers	363 m ²	Bâti sur terrain propre	18 février 2020
AM 236	4 rue Alexandre Dumas	445 m ²	Bâti sur terrain propre	19 février 2020
AS 2, AS 198	113 rte de Paris	589 m ²	Bâti sur terrain propre	19 février 2020
AP 50, AP 219	Les Buttes	392 m ²	Bâti sur terrain propre	19 février 2020
AP 201	23 rue Théophile Gautier	987 m ²	Bâti sur terrain propre	19 février 2020
C 3597, C 3647, C 3648, C 3698 et C 3701	La Demi-Lieue	10 998 m ²	Bâti sur terrain propre	19 février 2020
AM 15	5 rue Lamartine	570 m ²	Bâti sur terrain propre	21 février 2020
AP 205	33 rue Théophile Gautier	826 m ²	Bâti sur terrain propre	10 mars 2020
AO 467 et 472	20 avenue des Oréades	319 m ²	Bâti sur terrain propre	10 mars 2020
AP 90	21 rue Henry de Montherlant	1 127 m ²	Bâti sur terrain propre	10 mars 2020
AM 142	20 rue Boileau	530 m ²	Bâti sur terrain propre	11 mars 2020
AN 688	24 rue des Maraichers	715 m ²	Bâti sur terrain propre	11 mars 2020
AW 278 et 283	6 rue Nelson Mandela	1 158 m ²	Bâti sur terrain propre	11 mars 2020
AM 124	16 rue Jean de la Fontaine	500 m ²	Bâti sur terrain	12 mars 2020

			propre	
AN 417	5 rue Louis Mercier	761 m ²	Bâti sur terrain propre	20 mars 2020
AP 202	25 rue Théophile Gautier	1 041 m ²	Bâti sur terrain propre	20 mars 2020
AO 111	8 rue Jean Bailly	930 m ²	Bâti sur terrain propre	20 mars 2020
BD 259	1 rue Federico Garcia Lorca	800 m ²	Bâti sur terrain propre	20 mars 2020
AO 461	25 rue des Sorbiers	424 m ²	Bâti sur terrain propre	23 mars 2020
AK 134	11 rue du Bosquet	494 m ²	Bâti sur terrain propre	23 mars 2020
AI 15	80 rue de la Maison du Passeur	536 m ²	Bâti sur terrain propre	23 mars 2020
D 946	L'Ecluse	2 347 m ²	Bâti sur terrain propre	23 mars 2020
AP 166	26 rue Théophile Gautier	632 m ²	Bâti sur terrain propre	23 mars 2020
AP 224	15 rue Prosper Mérimée	704 m ²	Bâti sur terrain propre	23 mars 2020
AK 205	14 rue Jean Mermoz	444 m ²	Bâti sur terrain propre	28 avril 2020

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions détaillées ci-dessus.

18. CONSTITUTION DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (CCID) - PROPOSITION D'UNE LISTE DE CONTRIBUABLES (Rapporteur : Serge PRALAS)

L'article 1650 du Code Général des Impôts (CGI) prévoit l'institution dans chaque commune d'une Commission Communale des Impôts Directs (CCID). Le CGI définit également les modalités de fonctionnement et la composition de celle-ci.

Cette commission intervient surtout en matière de fiscalité directe locale, et notamment elle :

- Dresse, avec le représentant de l'administration fiscale, la liste des locaux de référence et des locaux types retenus pour déterminer la valeur locative des biens affectés à l'habitation ou servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile, détermine leur surface pondérée et établit les tarifs d'évaluation correspondant, conformément à l'article 1503 du CGI
- Participe à l'évaluation des propriétés bâties, conformément à l'article 1505 du CGI
- Participe à l'élaboration des tarifs d'évaluation des propriétés non bâties
- Donne des avis sur des réclamations portant sur une question de fait relative à la taxe d'habitation, conformément à l'article R 198-3 du livre des procédures fiscales
- Signale au représentant de l'administration tous les changements affectant les propriétés bâties et non bâties portés à sa connaissance
- Emet un avis sur les nouvelles valeurs locatives qui lui sont présentées et sur les données révisées proposées par les services : elle formule des avis sur l'évaluation et la mise à jour annuelle des propriétés non bâties et propriétés bâties ou ayant fait l'objet d'un changement d'affectation ou de consistance qu'il s'agisse des constructions nouvelles; des additions de construction, de

démolitions voire de rénovations conséquentes à l'aide des listes 41 qui recensent toutes les modifications réalisées depuis la tenue de la dernière réunion.

Son rôle est consultatif. En cas de désaccord entre l'administration et la commission, les évaluations sont arrêtées par l'administration fiscale.

La durée du mandat des membres de la CCID est la même que celle du mandat du Conseil Municipal. De nouveaux commissaires doivent être nommés dans les deux mois qui suivent le renouvellement général des Conseils Municipaux.

Suite aux récentes élections, il convient de procéder à la constitution d'une nouvelle CCID dans la Commune de Mably.

Cette commission, outre le Maire ou l'Adjoint Délégué, qui en assure la présidence, comprend pour MABLY, commune de plus de 2 000 habitants, huit commissaires titulaires et huit commissaires suppléants. Les commissaires sont désignés par le Directeur Départemental des Finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, dressée par le Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal propose à l'unanimité la liste de contribuables suivants :

➤ **COMMISSAIRES TITULAIRES proposés :**

- 1 - TARIAN Roger, 5 rue Suzanne Lacore, retraité
- 2 - RUBECK Louis, 7 rue de la Résistance, retraité
- 3 - CROTTIER COMBE Gilles, 166 impasse Lucas, conducteur de poids lourds
- 4 - LAURAND Romain, 1315 route de Grapigny, agriculteur
- 5 - RIGOLLET Raymond, 56 rue du Fort de Troyon, retraité
- 6 - TANZILLI Daniel, 47 rue Henry de Montherlant, retraité
- 7 - GATIGNOL Jacques, 264 route de Grapigny, retraité
- 8 - D'HAYER Marie-France, 27 rue Anatole France, surveillante en détention
- 9 - DEGOULANGE Daniel, 4 rue Marie Curie, retraité
- 10 - DURAND Pierre, 1085 Route du bois clair, retraité
- 11 - LACHEREZ Renée, 9 rue des Lilas, retraitée
- 12 - CRETIN Victor, 956 route de Lina, retraité,
- 13 - TISSIER Michel, 14 rue de Rethel, retraité
- 14 - LOISEAU Claude, 11 rue François Villon Mably, retraité
- 15 - BARNAUD Jean-Paul, 9 rue Albert Camus, retraité
- 16 - MARCHAND Simone, 3 rue Emile Zola, retraitée

➤ **COMMISSAIRES SUPPLEANTS proposés :**

- 1 - PLOTTON Guy, 12 rue des Lilas, retraité
- 2 - DION Maurice, 66 impasse Lucas, retraité
- 3 - TOUZET Pascal, 5 rue Pierre Loti, Ingénieur Travaux Publics
- 4 - BARROSO Martine, 45 Route Briennon, retraitée
- 5 - MICHAUD Pascal, 5 rue Jean Mermoz, dessinateur en architecture
- 6 - PEGUET Sylviane, 8 rue de la maison du Passeur, retraitée
- 7 - GALLANT Didier, 23 rue Paul Bourget, enseignant
- 8 - RODAMEL Guy, 8 rue Elsa Triolet, retraité
- 9 - DOMINE Romain, 1300 route du Merlin, agriculteur
- 10 - DURANTET Jean, Place Verdun, retraité
- 11 - DIAT Marie-Thérèse, 2529 route de Noailly, retraitée
- 12 - SECCO Patricia, 7 rue Edmond Rostand, gestionnaire import-export

- 13 - PEGON Arnaud, 6 rue Baudelaire, étudiant
- 14 - VILLARD Xavier, Impasse Martin Luther King, moniteur d'atelier en ESAT
- 15 - SAUNIER Michel, 5 rue Elsa Triolet, retraité
- 16 - KONG WING CHANG David, 11 rue Elsa triolet, informaticien

VOIRIE/PATRIMOINE/SECURITE

19. SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIES DU DEPARTEMENT DE LA LOIRE (SIEL-TE) - DESIGNATION D'UN DELEGUE TITULAIRE ET D'UN DELEGUE SUPPLEANT **(Rapporteur : Eric PEYRON)**

Le SIEL-TERRITOIRE D'ÉNERGIE LOIRE, a été créé en 1950 pour favoriser l'électrification de la Loire. C'est un syndicat mixte qui intervient dans les domaines de l'énergie (production, distribution, pilotage et gestion) et de l'aménagement numérique (fibre optique, objets connectés, territoires intelligents). Il agit pour le compte de ses adhérents, les communes et intercommunalités de la Loire ainsi que pour le Département. Le SIEL-TE mutualise des moyens à l'échelle départementale afin de mener une politique d'infrastructures sur le territoire. Le SIEL-TE conduit des travaux, accompagne les projets et apporte des aides financières aux collectivités.

Les communes ont confié au SIEL-TE la propriété et le contrôle de concession des réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz. Il s'agit d'une compétence obligatoire qui intègre également la maîtrise d'ouvrage de travaux d'électrification, notamment en espace rural (extension, dissimulation, renforcement...). Les autres compétences du SIEL-TE sont dites optionnelles :

- Service d'assistance à la gestion énergétique
- Plans climats énergies territoriaux
- Communication électronique
- Eclairage public
- Etude et prospection d'aménagement du territoire
- Production et distribution de chaleur renouvelable
- Production et distribution d'électricité renouvelable
- SIG Géoloire 42
- Bornes de recharge pour véhicules électriques.

Les collectivités peuvent y adhérer ou non, selon leurs besoins, en général pour des périodes de 6 ans renouvelables.

L'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par LOI n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 99 précise qu'il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. A égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Conseil Municipal a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Le Conseil Municipal désigne à l'unanimité M.VILLARD Xavier comme délégué titulaire du SIEL et M. GAYA Patrick comme délégué suppléant du SIEL.

20. ASSAINISSEMENT RUE LOUIS BROMFIELD - CONVENTION DE TRANSACTION AVEC LES PROPRIETAIRES, ROANNAIS AGGLOMERATION ET LA VILLE DE MABLY
(Rapporteur : Eric PEYRON)

Considérant que la voirie et le réseau d'assainissement des eaux usées et pluviales de la rue Bromfield à Mably sont en partie classés dans le domaine public communal et communautaire et sur une autre section dans le domaine privé,

Considérant que ladite rue est ouverte à la circulation publique dans toute sa longueur,

Considérant la dégradation de la voirie et du réseau d'assainissement de la rue Bromfield sur la section du domaine privé troublant la circulation publique et présentant un risque pour la salubrité publique,

Considérant que des travaux sont nécessaires pour réhabiliter le réseau d'assainissement,

Considérant que les propriétaires s'engagent à réaliser les travaux de déconnexion des eaux pluviales de leur propriété du réseau d'assainissement,

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve la conclusion d'un protocole transactionnel avec ARCAMONE Nadine, BEZACIER Monique, MEYRONNEINC Stéphane, CHAPUY Jean, DUCLOS Alain, FORTUNY José, MOUNIER Jean-Guy, FORTUNY Lucienne, DUMONT Roger, BARTHOLLET Jean-Louis, GADET Roger, MASSOT Daniel, DESPLACE Roland et Roannais Agglomération, afin de prévenir d'un contentieux relatif à la domanialité d'une partie de la voirie et du réseau d'assainissement de la rue Louis Bromfield**
- **Précise que le protocole a pour effet de classer dans le domaine public communautaire le réseau d'assainissement se rejetant dans le réseau public d'assainissement rue Victor Hugo, et la voirie dans le domaine public communal lorsque l'ensemble des travaux de déconnexion des eaux pluviales et de réhabilitation du réseau d'assainissement seront terminés**
- **Précise que le protocole a pour effet d'acter la réalisation des travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement de la rue Bromfield, pour un montant prévisionnel de 74 000 € TTC, avec une participation de 6 500 € TTC de l'ensemble des propriétaires, de 32 152 € TTC de la Ville de Mably, et de 35 348€ TTC de Roannais Agglomération**
- **Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le protocole transactionnel.**

21. ECLAIRAGE PUBLIC - PROGRAMME 2020 : MODERNISATION DE 32 POINTS LUMINEUX RUES E. TRIOLET, A. MALRAUX, IMPASSES BEAUMARCHAIS ET MAISON DU PASSEUR ET SECTEUR DES ESSARTS (Rapporteur : Eric PEYRON)

Il y a lieu d'envisager des travaux d'éclairage public. Le programme 2020 concerne la modernisation de 32 points lumineux.

Conformément à ses statuts (article 2 notamment) et aux modalités définies par son Comité et son Bureau, le SIEL - Territoire d'Energie Loire peut faire réaliser des travaux pour le compte de ses adhérents.

Par transfert de compétences de la commune, il assure la maîtrise d'ouvrage des travaux faisant l'objet de la présente. Il perçoit, en lieu et place de la commune, les subventions éventuellement attribuées par le

Conseil Départemental de la Loire, le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes, l'Union Européenne ou d'autres financeurs.

Financement - Coût du projet actuel :

Détail	Montant HT Travaux	% - PU	Participation Commune
Eclairage public programme 2020	48 910.00 €	98.0 %	47 932.00 €
TOTAL			47 932.00 €

Ces contributions sont indexées sur l'indice TP 12.

A défaut de paiement dans le délai de trente jours, à réception du titre de recette, il sera appliqué des intérêts moratoires au taux légal en vigueur.

A l'unanimité, Le Conseil Municipal :

- **Prend acte que le SIEL-TE, dans le cadre des compétences transférées par la commune, assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de "Eclairage public programme 2020" dans les conditions indiquées, ci-dessus, étant entendu qu'après étude des travaux, le dossier sera soumis à Monsieur le Maire pour information avant exécution**
- **Approuve le montant des travaux et la participation prévisionnelle de la commune, étant entendu que le fonds de concours sera calculé sur le montant réellement exécuté**
- **Décide d'amortir ce fonds de concours en 15 années**
- **Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces à intervenir.**

COHESION SOCIALE/JEUNESSE

22. CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION - ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL
(Rapporteur : Eric PEYRON)

Les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) mettent en œuvre, sur la base de l'Analyse des Besoins Sociaux réalisée chaque année, une action sociale générale. Ils peuvent intervenir au moyen de prestations en espèces, remboursables ou non, et de prestations en nature.

Au terme du Décret n° 2000-6 du 4 janvier 2000, portant modification du Décret n° 95-562 du 6 mai 1995, lequel fixe les règles relatives à l'organisation du fonctionnement et les attributions des Centres Communaux d'Action Sociale, le Conseil d'Administration de cet établissement public administratif comprend le Maire qui en assure la présidence et en nombre égal, des membres élus en son sein par le Conseil Municipal et des membres nommés par le Maire. Au nombre des membres nommés, figurent en particulier des représentants d'associations (associations familiales et plus précisément un représentant de l'Union Départementale des Associations Familiales-UDAF, associations de retraités et de personnes âgées, associations de personnes handicapées, associations œuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions).

L'article R 123-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) confie au Conseil Municipal le soin de fixer le nombre d'administrateurs du CCAS. Il peut comprendre entre 4 et 8 membres élus par le Conseil Municipal, et autant de membres nommés.

Selon l'article R 123-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les membres élus en son sein par le Conseil Municipal le sont au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret.

Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du ou des sièges restant à pourvoir, ceux-ci reviennent à la ou aux listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats.

Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats même incomplète. Dans cette hypothèse, si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui reviennent à celle-ci, le ou les sièges non pourvus le sont par les autres listes.

Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste.

L'assemblée délibérante décide de procéder, au scrutin liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants devant composer la commission d'appel d'offres à caractère permanent en plus du Président (*Maire*).

Elus participant aux opérations de dépouillement :

Secrétaire : M. Arnaud PEGON

Deux Assesseurs : MM. Daouda DIALLO - Clément LACOTE

Membres élus

Sièges à pourvoir : 7

Nombre de listes : 1 liste complète

Nombre de votants : 27

Bulletins blanc ou nuls : 4

Nombre de suffrages exprimés : 23

Quotient électoral (*suffrages exprimés /sièges à pourvoir*) : 3,28

	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL
Liste 1 : Construisons ensemble le Mably de demain (M. PEYRON)	23	7	0	7

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Décide de fixer le nombre total d'administrateurs du CCAS à 14 (non compris le Président) soit 7 membres élus en son sein par le Conseil Municipal et 7 membres nommés par le Maire**
- **Procède à l'élection des représentants au sein du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration du CCAS et proclame élus :**
 - Valérie BERNARD
 - Serge PRALAS

- Itidal FADHLOUN
- Martine BARROSO
- Marie-Thérèse DIAT
- Nathalie FORESTIER
- Anne PILATO.

**23. OPERATION PASS'SPORT PLUS 2019 - ORGANISATION ET FINANCEMENT -
APPROBATION CONVENTIONS AVEC LES ASSOCIATIONS PARTICIPANT A CE
 DISPOSTIF ET FIXATION TARIFS DE PARTICIPATION FINANCIERE DES FAMILLES
 (Rapporteur : Karim BEN TAÏEB)**

Le dispositif de loisirs intercommunal « Pass'sport Plus Eté » s'adresse aux enfants âgés de 8 à 16 ans, répartis en deux tranches d'âge différentes : 8-11 ans et 12-16 ans.

Des mini-stages d'initiation à des disciplines sportives ou culturelles sont proposés sur l'ensemble de l'agglomération au public cité précédemment.

L'organisation en est confiée, en ce qui concerne Mably, à des associations locales, liées par convention à la commune.

Compte tenu de la crise sanitaire 2020, il est nécessaire de renforcer les engagements des prestataires notamment en rappelant les protocoles ou consignes mis en place par les autorités.

Par conséquent, il convient d'établir une nouvelle convention.

Concernant le stage, le partenaire s'engage par ailleurs :

- A contrôler le nom des participants à l'activité par le biais de la fiche d'inscription
- A faire respecter les règles de sécurité par les participants
- A respecter et faire respecter toutes les consignes et/ou les protocoles mis en place par les autorités municipales, départementales, régionales ou nationales dans le cadre d'une crise, qu'elle soit sanitaire ou d'une autre nature
- A proposer une activité adaptée aux aptitudes physiques et techniques de chaque participant
- A prévenir tout risque d'incident dont l'imminence serait patente
- A éviter que les participants ne s'exposent à des dangers dont ils pourraient sous-estimer la gravité.

Le coût des stages pour la Commune est identique à 2019 soit 300 € par stage.

Ces sommes seront versées et réparties de la façon suivante aux associations citées, ci-dessous, à la stricte condition que les stages aient bien été effectués.

A.R.P.N. : Découverte des oiseaux	2 stages	600 €
(Association Roannaise de Protection de la Nature)		
Tennis club de Mably	1 stage	300 €
Soit un total de :		900 €

En ce qui concerne la participation financière des familles, je vous propose de fixer les montants suivants pour l'année 2020 (identiques à 2019) :

- Un tarif « plein » de 30 euros, pour un quotient familial supérieur à 610 euros
- Un tarif « réduit » de 10 euros pour un quotient familial inférieur ou égal à 610 euros.

Il sera nécessaire de verser à la ville de Roanne, sur présentation d'un état récapitulatif, une participation recouvrant, au prorata des inscriptions des enfants de Mably, les frais liés à l'organisation globale du dispositif ainsi que les frais de communication, transports, gestion informatique, etc...

Quant aux autres communes co-organisatrices, à savoir Riorges, Le Coteau, Villereest, Commelle-Vernay, le bilan établi par la Ville de Roanne déterminera les mandatements ou titres de recette à émettre en direction de l'une ou de l'autre, toujours en fonction de la commune de résidence des participants.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve les conventions avec l'ARPN et le Tennis Club de Mably relatives à l'opération PASS'SPORT PLUS ETE 2020**
- **Donne son accord pour fixer les participations financières des familles selon la proposition ci-dessus**
- **Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions correspondantes**
- **Dit que les dépenses et recettes générées par cette action sont prévues au budget 2020.**

24. COMITE ROANNAIS DE VACANCES - APPROBATION COMPTES DE RESULTATS 2019 ET VERSEMENT SOLDE SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNEE 2019 (Rapporteur : Idital FADHLOUN)

Dans le cadre de son projet éducatif local, la municipalité met en œuvre des activités de loisirs, en direction des enfants et des adolescents de la commune, soit en gestion directe avec le service Enfance-Jeunesse-Médiation, soit en partenariat avec des associations comme le Centre Social de Mably et le Comité Roannais de Vacances (CRV).

Le CRV propose des animations en direction de la tranche d'âge des 4-12 ans, les mercredis après-midis et pendant les petites vacances, avec une amplitude horaire importante, des activités et des sites diversifiés.

Au titre de la convention d'objectifs et de moyens signée avec le CRV pour la période 2017/2020, la commune a approuvé le 17 février 2017, une subvention prévisionnelle pour le centre de loisirs plafonnée à 25 000 € pour une fréquentation prévisionnelle d'environ 830 demi-journées/enfants.

De son côté, le CRV constatant la baisse de fréquentation avait, dès le budget prévisionnel 2019, estimé son besoin de subvention à 20 500 €.

Pour 2019, le nombre de jours d'ouverture du centre de loisirs en période scolaire était de 70. La fréquentation a augmenté de 54 demi-journées/enfant. Elle est passée de 683 en 2018 à 737 en 2019.

Le CRV a présenté son budget réalisé 2019. Compte tenu d'un **excédent de 1 074.07 €**, la subvention à verser est **ramenée à 19 425.93 €** (20 500 € - 1 074.07 €).

Compte tenu des avances déjà versées (16 400 €), **le solde dû au CRV pour 2019 est de 3 025.93 €.**

Mme FADHLON indique que le Conseil Municipal du 14 février dernier a voté une subvention exceptionnelle de 5000€ au CRV dans le cadre de leur projet de ludothèque.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve le montant de la subvention au Comité Roannais de Vacances au titre de l'année 2019 à hauteur de 19 425.93 €**
- **Autorise le versement du solde 2019 d'un montant de 3 025.93 €**

➤ **Précise que les crédits sont prévus au budget.**

25. CENTRE SOCIAL DE MABLY - APPROBATION COMPTES DE RESULTATS 2019 ET VERSEMENT SOLDE SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNEE 2019 (Rapporteur : Idital FADHLOUN)

La Ville de Mably et le Centre Social de Mably sont partenaires dans le cadre du développement social local et de la mise en œuvre des projets éducatifs et de loisirs.

Au titre de la convention quadripartite d'objectifs et de financement, signée avec le Centre Social, le Conseil Départemental et la Caisse d'Allocations Familiales pour la période 2017/2020, la commune a confirmé, lors du conseil municipal du 23 février 2018, son niveau de participation financière plafonnée à 125 500 € orienté vers la fonction de pilotage, l'ALSH et l'entretien des locaux, se répartissant comme suit :

- 45 500 € forfait affecté au pilotage
- 70 000 € plafonnés et affectés à l'ALSH, montant maximum, sur production des comptes de résultat
- 10 000 € plafonnés et affectés à l'entretien des locaux, montant maximum, sur production des comptes de résultat.

Au regard des comptes de résultats 2019 présentés par le centre social, il ressort :

- Pour la fonction pilotage : une dépense totale de 140 239.80 € pour des recettes d'un montant de 136 031.32 €
- Pour l'ALSH concernant les 3/11 ans : une dépense totale 153 312.21 € pour des recettes d'un montant de 159 831.52 €
- Pour la fonction logistique, dans laquelle la subvention de 10 000 € pour l'entretien des locaux a été affectée, une dépense totale (déduction faite des charges supplétives) de 40 968.36 € pour des recettes d'un montant de 19 348.51 €.

En conséquence et conformément à la convention d'objectifs et de financement, la subvention de la commune peut être attribuée dans sa globalité pour l'année 2019, soit 125 500 €.

Il est rappelé que la Commune met également à disposition du Centre Social des locaux à titre gratuit. Ces charges supplétives sont chiffrées à 43 569.92 € pour 2019.

Compte tenu des avances déjà versées d'un total de 94 125 € (34 125 € au titre du pilotage, 52 500 € pour l'accueil de loisirs et 7 500 € pour l'entretien des locaux), **le solde dû** au centre social au titre de l'année 2019 est de **31 375 €**.

A l'unanimité, le Conseil Municipal:

- **Approuve les montants des subventions au centre social au titre de l'année 2019 à hauteur de 45 500 €, 70 000 € et 10 000 € (montants plafonds)**
- **Autorise le versement du solde 2019 à hauteur de 31 375 € soit 11 375 € au titre du pilotage, 17 500 € pour l'accueil de loisirs et 2 500 € pour l'entretien des locaux**
- **Précise que les crédits ont été prévus au budget**

26. DISPOSITIF 2s 2c (Rapporteur : Ambre VIGOGNE)

a. APPROBATION CONVENTION RELATIVE A LA CONTINUITE SCOLAIRE ET LA REALISATION D'ACTIVITES SPORTIVES ET CULTURELLES SUR LE TEMPS SCOLAIRE

Considérant la nécessité d'assurer l'accueil des enfants sur le temps scolaire pendant lequel les élèves ne pouvaient pas être en présence de leur professeur compte tenu des mesures de distanciation à respecter en raison de l'épidémie de covid-19, et pour pallier le manque d'enseignants de l'éducation nationale permettant de respecter le protocole sanitaire édité par leur ministère, lors des rentrées scolaires du 4 et du 8 juin 2020, la commune de Mably a engagé avec les services déconcentrés du Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse une convention relative à la continuité scolaire et la réalisation d'activités sportives et culturelles sur le temps scolaire, dans le cadre du dispositif Sport Santé Culture Civisme (2S2C).

A cet effet, la Ville de Mably a proposé du 8 juin au 23 juin 2020 des ateliers aux enfants de l'école élémentaire du Bourg de Mably sur l'ensemble des temps d'enseignement en période scolaire. Les heures d'enseignement se déroulent le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30. Ces ateliers se sont inscrits dans un programme d'activités et ont permis aux élèves de développer des parcours éducatifs autour de 4 axes :

- Sport
- Santé
- Culture
- Civisme.

Ces ateliers ont été encadrés par des agents communaux et des associations ou des intervenants indépendants sur une ou plusieurs semaines. Ces partenariats ont abouti à la rédaction de conventions fixant les conditions et modalités de mise en place d'un ou plusieurs ateliers dans le cadre du dispositif 2S2C.

Le coût de la prestation est dû par les services de l'Etat à la collectivité sur la base du constat du nombre de groupes d'élèves accueillis par jour complet. Ce dernier est fixé à 110 € par jour et par groupe de 15 élèves.

Compte-tenu du nouveau protocole sanitaire publié le 17 juin dernier dit « allégé », l'école élémentaire du Bourg retrouve une configuration normalisée et le dispositif 2S2C n'est donc plus utile. La convention de partenariat va donc prendre fin au 23 juin.

M. Le Maire tient à préciser que la mise en place de ce dispositif au sein de l'école élémentaire du Bourg (non classée en réseau d'éducation prioritaire à la différence des autres groupes scolaires) par la ville de Mably a consisté à se substituer à l'Etat en incapacité de mettre des moyens humains en nombre suffisant pour d'une part accompagner l'application stricte du protocole sanitaire et d'autre part remplacer une enseignante absente pour raisons de santé non remplacée.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve la convention avec la Direction des Services Départementaux de L'Education Nationale telle que présentée, ci-dessus, pour la période du 8 juin au 23 juin 2020**
- **Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention**
- **Accepte d'encaisser les recettes correspondantes.**

b. APPROBATION CONVENTION POUR L'ORGANISATION D'ATELIERS EN TEMPS SCOLAIRE ANNEE 2019/2020

Considérant la nécessité d'assurer l'accueil des enfants sur le temps scolaire pendant lequel les élèves ne pouvaient pas être en présence de leur professeur compte tenu des mesures de distanciation à respecter en raison de l'épidémie de covid-19, et pour pallier le manque d'enseignants de l'éducation nationale permettant de respecter le protocole sanitaire édité par leur ministère, lors des rentrées scolaires du 4 et du 8 juin 2020, la commune de Mably a engagé avec les services déconcentrés du Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse une convention relative à la continuité scolaire et la réalisation d'activités sportives et culturelles sur le temps scolaire, dans le cadre du dispositif Sport Santé Culture Civisme (2S2C).

A cet effet, la Ville de Mably a proposé du 8 juin au 23 juin 2020 des ateliers aux enfants de l'école élémentaire du Bourg de Mably sur l'ensemble des temps d'enseignement en période scolaire. Les heures d'enseignement se déroulent le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30. Ces ateliers se sont inscrits dans un programme d'activités et ont permis aux élèves de développer des parcours éducatifs autour de 4 axes :

- Sport
- Santé
- Culture
- Civisme.

Ces ateliers ont été encadrés par des agents communaux et des associations ou des intervenants indépendants sur une ou plusieurs semaines. Ces partenariats ont abouti à la rédaction de conventions fixant les conditions et modalités de mise en place d'un ou plusieurs ateliers dans le cadre du dispositif 2S2C. Les partenaires ont été les suivants :

- **le Centre social de Mably** qui a assuré des séances d'activités de loisirs éducatifs, sportifs et culturels. La commune propose de rémunérer le partenaire comme suit :
 - 15 € par heure, pour les activités encadrées par les animateurs titulaires de l'accueil de loisirs
 - 5,85 € par heure, pour les activités encadrées par les animateurs stagiaires
 - 30,52 € par heure, pour les activités chant Rythme expression corporelle
 - 39,70 € par heure, pour les activités danse Gym dansée
 - 33,19 € par heure, pour les activités Méthode 3 c
 - 37,38 € par heure, pour les activités Yoga enfants
 - 28,41 € par heure, pour les activités Théâtre
 - 27,70 € par heure, pour les activités dessin, peinture.
- **l'association « 6step studio »** qui a assuré des séances d'initiation à la danse hip-hop. La commune propose de rémunérer le partenaire à hauteur de 25€ de l'heure.

Compte-tenu du nouveau protocole sanitaire publié le 17 juin 2020 dernier dit « allégé », l'école élémentaire du Bourg retrouve une configuration normalisée et le dispositif 2S2C n'est donc plus utile. La convention de partenariat va donc prendre fin au 23 juin 2020.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve les conventions avec les différents partenaires telles que présentées ci-dessus pour l'année scolaire 2019/2020**
- **Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions**

- Dît que les crédits nécessaires sont prévus au budget.

AFFAIRES SCOLAIRES

27. RESTAURATION SCOLAIRE (Rapporteur : Ambre VIGOGNE)

- a. FIXATION PRIX DE REVIENT 2019
- b. FIXATION TARIFS RENTREE SCOLAIRE 2020

Par délibération en date du 30 juin 2006, l'Assemblée Municipale a mis en place une tarification des repas du restaurant scolaire en fonction des ressources, avec différents tarifs selon des tranches de quotient familial.

Du fait de la crise sanitaire liée au Coronavirus, le nouveau Conseil Municipal n'a pu se tenir avant le 28 mai 2020 et les commissions permanentes ne sont créées qu'à partir du Conseil Municipal du 8 juillet. Si la commission Education du précédent mandat avait pour habitude de réfléchir annuellement sur les tarifs de la restauration scolaire et fixer le prix de revient du repas en conséquence, cette année, ce travail n'a pas pu être conduit d'une part du fait de l'état d'urgence sanitaire et d'autre part du fait du décalage lié à l'installation des nouveaux élus et de la création ainsi différée des commissions municipales.

Si traditionnellement une augmentation des tarifs de 2 % se faisait au titre de la réactualisation annuelle, compte-tenu du contexte explicité ci-dessus, nous proposons à compter de la rentrée de septembre 2020 de maintenir à l'identique les tarifs actuels.

Quotient familial compris entre

Tarifs actuels maintenus

0 € et 380 €	1,02 €
381 € et 500 €	2,37 €
501 € et 620 €	3,05 €
621 € et 800 €	3,94 €
801 € et 1000 €	5,00 €
Au-delà de 1 000 €	5,26 €
Extérieurs + chauffeurs	6,47 €

Les tarifs au quotient familial s'appliquent aux familles de Mably ainsi qu'à celles domiciliées sur Roanne, Riorges et Le Coteau du fait de la réciprocité avec ces trois communes (convention approuvée par le Conseil Municipal en date du 2 juillet 2010), le tarif « extérieur » étant appliqué aux familles des autres communes ainsi qu'aux adultes (chauffeurs de cars etc...).

Pour les familles extérieures, domiciliées hors Mably, Roanne, Riorges, Le Coteau, ayant un enfant scolarisé en U.L.I.S. à l'école élémentaire Jacques Prévert, le tarif appliqué sera, soit celui correspondant au quotient familial des parents, au même titre que les familles de Mably, soit celui du plus fort quotient familial, à savoir 5,26 €, selon si la commune de résidence accepte d'apporter sa contribution financière, conformément aux dispositions de la délibération du Conseil Municipal en date du 23 mai 2008.

Dans le cadre de l'accueil réciproque des enfants d'une commune dans les restaurants scolaires d'une autre commune, il convient aussi de fixer le prix de revient des repas de l'année 2019.

La valeur du prix de revient 2018 était de 10,08 €, nous proposons de reconduire également cette même valeur.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Décidé d'approuver le maintien des tarifs des repas du restaurant scolaire à compter de septembre 2020 comme proposé ci-dessus**
- **Décide de maintenir le prix de revient du repas de l'année 2018 pour l'année 2019 à 10,08 €**
- **Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions à venir avec les communes extérieures concernant la participation financière pour les élèves scolarisés en U.L.I.S. à l'école élémentaire Jacques Prévert, pour l'année scolaire 2020/2021.**

AFFAIRES CULTURELLES

28. TARIFS BILLETTERIE ENTREES SPECTACLES (Rapporteur : Françoise PLOTTON)

La ville de Mably présente à l'occasion de sa saison culturelle une diversité de propositions.

En ce qui concerne notre politique tarifaire, celle-ci se veut volontariste afin d'en favoriser l'accès au plus grand nombre. Tous les spectacles liés aux arts de la rue, présentés en extérieur (ou dans leurs lieux de repli en cas d'intempérie) dans le cadre de la Fêtobourg ou hors Fêtobourg, restent gratuits et libre d'accès.

Les tarifs des entrées des spectacles proposés dans le cadre de la programmation à l'Espace Culturel Pierre Hénon et dans quelques autres structures (essentiellement scolaires ou sociales) sont à ce jour, conformément à la délibération n° 10 du Conseil Municipal du 11 décembre 2019 de :

Actuellement :

Spectacles TOUT PUBLIC :

Tarif plein : 12 €

Tarif réduit : 7 € (enfants de 12 à 18 ans) étudiants, minima sociaux, demandeurs d'emploi.

Spectacles JEUNE PUBLIC :

Tarif unique : 5 €

Afin d'instaurer plus d'équité tout en facilitant l'accès aux familles en particulier pour les spectacles Jeune Public, et pour une meilleure ouverture socio-culturelle, il est proposé deux nouveaux tarifs :

Propositions à partir de la saison culturelle 2020/2021 (septembre 2020 - juin 2021) :

Spectacles TOUT PUBLIC :

1) Tarif « Tête d'affiche » (artiste reconnu : 1 à 2 par saison) : 15 € (création)

Maintien du tarif : 12 € pour les autres

Maintien du tarif réduit : 7 €.

2) Tarif Spectacles JEUNE PUBLIC :

Tarif unique : 3 €.

Mme PLOTTON en profite pour indiquer que la commission Culture mettra à plat à partir de la rentrée de septembre la question de la gratuité ainsi que les tarifs étudiants.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve la nouvelle tarification proposée à partir de la prochaine saison culturelle municipale 2020/2021**
- **Précise que les dépenses et recettes seront affectées aux lignes correspondantes du budget 2020 sur lesquelles des crédits suffisants sont inscrits.**

LETTRES ET QUESTIONS DIVERSES

M. Le Maire donne la parole à M. Pegon qui fait la déclaration suivante à l'occasion de la commémoration du 10 juillet 1940 :

« Monsieur le Maire,

Mes Chers Collègues,

Dans moins de 48 heures, un évènement historique rentrera dans une nouvelle décennie. Souvent oublié mais pourtant première pierre de la contestation, le 10 juillet 1940 restera dans la mémoire des défenseurs de la République. C'est dans le théâtre du casino de Vichy, haut lieu habituellement du plaisir, de la belle parole, que les représentants de la nation, ont été convoqués pour pouvoir délivrer les pleins pouvoirs au Maréchal PETAIN. Il confia cette mission à Pierre LAVAL, vieux ténor de la chambre des députés et ancien président du conseil, de lui faire voter les pleins pouvoirs pour qu'il puisse mettre un terme à la République qu'il n'a d'ailleurs jamais aimée. C'est en début d'été que 669 parlementaires se retrouvèrent pour pouvoir approuver la demande du gouvernement. Cependant tous n'étaient pas présents. En effet, dès la suite de la demande d'armistice et au vu de la progression des Allemands, le gouvernement Français avait ordonné que l'on affrète un paquebot pour Casablanca pour transporter les membres du parlement ainsi que le gouvernement si les nazis ne répondaient pas à la demande d'Armistice. Ainsi plusieurs élus monteront sur ce navire du nom de Massilia en pensant continuer la lutte, 27 parlementaires dont des noms célèbres tels que Pierre MENDES FRANCE, Jean ZAY ou bien Edouard DALADIER ont embarqué. Ces représentants après leur traversée effectuée le 21 juin, seront tous pour la plus part arrêtés et passeront toute la guerre en prison, voir même certains seront exécutés tel fut le triste destin de Jean ZAY. Ainsi c'est dans cette salle du théâtre du casino, que la pièce va se jouer. Après que plusieurs représentants essayent de prendre la parole en vain pour défendre la République. Le verdict tombe 569 voix pour, 80 voix contre et 20 abstentions. De ses 80 représentants, nous trouvons des gens tels que Léon BLUM, Vincent AURIOL ou bien Félix GOUIN. Pendant ces heures, ils ont fait vraiment preuve de courage car le gouvernement faisait pression. Léon BLUM le décrira avec ses mots : « Ce qui agissait, c'était la peur, la peur des bandes de Doriot dans la rue, la peur

des soldats de Weygand à Clermont-Ferrand, la peur des Allemands qui étaient à Moulins... C'était vraiment un marécage humain dans lequel on voyait à vue d'œil se dissoudre, se corroder, disparaître tout ce qu'on avait connu à certains hommes de courage et de droiture. En effet, le courage s'était bien volatilisé sauf pour 80 d'entre eux. Ainsi permettez-moi de finir sur une citation de Jean Jaurès qui disait : « le courage c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques. »

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à **20 H 53**.

Affichage le 17 juillet 2020 à la porte de la Mairie et à la porte du gymnase du Bourg.

**Le Maire,
Eric PEYRON**

**Secrétaire de séance,
Françoise PLOTTON**



